REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008 - 033
sur les exportations

EXPOSE DES MOTIFS

La République de Madagascar souhaite attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal de son développement. S'appuyant sur les documents de référence que sont la Vision « Madagascar Naturellement » et le Madagascar Action Plan (MAP), le Gouvernement a défini parmi ses priorités centrales la poursuite d'une forte croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel.

C'est ainsi que l'Etat a simplifié le Code Général des Impôts dans la Loi des Finances 2008, publié à la Loi sur les Investissements et mis à jour la Loi sur les Zones et Entreprises Franches à Madagascar en vue de fournir un cadre plus incitatif pour toutes les activités d'investissement et développer en particulier l'exportation. En ce sens, le Gouvernement s'engage à maintenir dans les années à venir un processus de simplification et de réduction graduelle des taux d'imposition en matière fiscale et douanière pour promouvoir les investissements, développer la croissance économique et augmenter le revenu.

L'expérience, y compris les opérations des Zones et Entreprises Franches, a révélé que les activités d'exportation ont entraîné des impacts favorables au développement économique, à l'augmentation de l'emploi et à l'entrée de devises. L'Etat entend ainsi mettre en œuvre un système simple, équitable et incitatif à la croissance pour toutes les activités économiques, notamment les activités exportatrices, dont l'Industrie du Tourisme.

L'objectif de la présente loi est de rassembler dans une Loi Cadre toutes les initiatives déjà prises ou à prendre en vue d'améliorer l'environnement des affaires pour les exportateurs.

Le but est d'adapter et de dynamiser rapidement le tissu économique local pour qu'il soit en convergence avec un contexte économique international particulièrement concurrentiel.

La présente loi tend à instaurer les principes suivants :

- l'appui à la promotion des exportations ;
- la facilitation des procédures d'exportation entre autres les procédures de dédouanement ;
- l'assouplissement de la réglementation en matière de contrôles de change ;
- l'application de mesures incitatives en matière douanière et fiscale.

Tels sont les motifs de la présente Loi.

La loi comprend 8 chapitres :

Chapitre I : Dispositions Générales
Chapitre II : De la promotion des exportateurs
Chapitre III : Régime des changes
Chapitre IV : Dispositions fiscales
Chapitre V : Dispositions douanières
Chapitre VI : Régime de la gestion du personnel
Chapitre VII : Règlement des litiges
Chapitre VIII : Dispositions diverses.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2008-033
sur les exportations

Le Sénat et l'Assemblée Nationale ont adopté en leur séance respective du 24 novembre 2008 et du 17 décembre 2008, la Loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Définitions

Au sens de la présente loi :

1-1. Il est entendu par exportation, la vente à l'étranger ou aux entreprises du régime de zone franche de biens et services originaires ou en provenance de Madagascar.

1-2. Sont considérées comme opérations d'exportation :
- les ventes de marchandises à l'étranger ;
- les prestations de services réalisées à l'étranger par des entreprises résidentes à Madagascar ;
- les services réalisés à Madagascar et vendus à l'étranger.

1-3. Est exportateur, toute personne physique ou morale faisant une opération d'exportation tel que définie au paragraphe ci-dessus.

1-4. Bénéficient aussi des dispositions de la présente loi :
- les opérateurs qui réalisent des ventes de marchandises et de prestations de service aux entreprises du régime de zone franche ;
- les opérateurs touristiques visés à l'alinéa 1.5 et définis selon le Code du Tourisme qui réalisent des prestations de services aux non résidents.

1-5. Sont considérés comme opérateurs touristiques bénéficiant les dispositions de la présente loi : les établissements hôteliers classés deux étoiles et plus, ecolodges, terrains de camping, agences de voyage, tour opérateurs réceptifs, prestataires touristiques spécialisés.

1-6. On entend par « non résidents » les personnes physiques domiciliées à l'étranger et les personnes morales malagasy ou étrangères afférant à

leurs établissements à l'étranger. Les personnes physiques, à l'exception des fonctionnaires malagasy en poste à l'étranger, acquièrent la qualité de non résident dès qu'ils ont élu domicile à l'étranger.

CHAPITRE II
DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Article 2 : L'appui à la promotion de l'Exportation

Pour assurer l'instauration et le maintien d'un environnement favorable aux exportateurs à Madagascar et la mise en œuvre effective des mesures prises dans la présente loi, il est institué un programme d'actions initié par l'Etat pour l'appui à la promotion de l'exportation, à la mise aux normes et la mise en conformité des produits.

Dans ce programme, seront intégrés les activités suivantes :

- le développement des marchés extérieurs ;
- le développement des compétences locales ;
- la mise à disposition de données aux opérateurs relatifs à l'exportation selon leurs besoins ;
- la promotion des normes nationales de qualité sur les produits locaux ;
- l'amélioration des infrastructures ;
- l'appui à la restructuration de la chaîne de production ;
- l'appui à la diffusion de l'information.

Les activités pourront être réalisées par un ou plusieurs organismes publics ou privés existants ou à créer qui seront définis par décret.

Article 3 : L'appui à la facilitation des procédures d'exportation

L'EDBM est chargé de faciliter et de simplifier les démarches administratives et de raccourcir les délais de traitement de dossiers nécessaires aux opérations d'exportation.

CHAPITRE III
REGIME DES CHANGES

Article 4 : Emprunts - Devises- Comptes bancaires- Transferts

4-1. L'ouverture de comptes bancaires en monnaie nationale et en devises auprès des banques locales est libre pour tout exportateur et la banque dépositaire est tenue d'assurer à tout moment la disponibilité pour son client des devises que ce dernier aura déposés.

L'ouverture de comptes bancaires à l'étranger pour les opérations liées à l'activité d'exportation est autorisée pour tout exportateur autre que ceux qui réalisent de ventes de marchandises et de prestations de services aux Entreprises exportatrices. Elle est toutefois soumise à déclaration auprès du Ministère chargé des Finances et de la Banque Centrale de Madagascar. Les modalités de fonctionnement de ces comptes sont définies par voie réglementaire.

4-2. Tout Exportateur peut contracter, sous son entière responsabilité, des emprunts en devises à l'étranger pour des financements d'investissements à Madagascar. Il en fera déclaration à la Banque Centrale de Madagascar par l'intermédiaire de la banque de l'exportateur. L'amortissement et les charges financières afférant à ces emprunts se feront à partir de ses recettes en devises.

4-3. L'Exportateur est soumis à l'obligation de rapatriement de ses recettes d'exportation conformément aux textes réglementaires en vigueur.

4-4. Toute opération de change est soumise à la réglementation en vigueur.

4-5. En cas de cessation d'activité, sous la condition de règlement intégral des dettes contractées, y compris fiscales, sur le territoire national, les transactions en capital et opérations financières suivantes sont libres mais doivent être soumises à déclaration auprès du Ministère chargé des Finances : les cessions d'actions, de parts sociales, de fonds de commerce ou d'actifs, les parts de boni de liquidation, les indemnités d'expropriation pour les investisseurs étrangers.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FISCALES

Article 5 : Fiscalité des entreprises exportatrices

Les opérations d'exportation sont soumises aux dispositions du Code Général des Impôts, conformément à ces dispositions :

5-1. Impôts sur les Revenus (IR)

5.1.1. Les exportateurs sont soumis au minimum de perception.

5.1.2. L'exportateur bénéficie du régime de l'amortissement dégressif pour les biens d'équipement autres que les immeubles d'habitation, les chantiers et les locaux servant à l'exercice de la profession.

5.1.3. Les dépenses d'investissement relatives à la formation professionnelle sont déductibles à l'Impôt sur le Revenu.

5.1.4. Le taux de l'Impôt sur les Revenus Salariaux des employés ne peut excéder vingt cinq pour cent (25%) de la base imposable.

5-2. Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les exportations de biens et services des Exportateurs autres que celles mentionnées au point 1.4, sont assujetties à la TVA au taux de zéro pour cent (0%) et bénéficient du régime de déduction et du remboursement de crédit de TVA.

Les exportateurs autres que ceux mentionnés à l'article 1.4 sont autorisés à obtenir le remboursement de crédit de TVA résultant de l'excédent de TVA déductible sur la TVA collectée. Ce crédit de TVA est remboursable par l'Etat sur simple demande déposée avec la déclaration de TVA dûment complétée faisant apparaître ledit crédit.

Le remboursement du crédit de TVA doit être réalisé dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande dûment complétée par la Direction Générale des Impôts.

Les exportateurs autres que ceux mentionnés à l'article 1.4 sont autorisés à bénéficier d'un intérêt moratoire sur le reliquat non remboursé dans les conditions qui seront fixées par Décision du Ministre chargé de la réglementation fiscale.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS DOUANIERES

Article 6 : Des Douanes

6-1. Les exportateurs bénéficient, conformément au Code des Douanes, des régimes douaniers suivants :

- l'admission temporaire ;
- le perfectionnement actif.

Le bénéfice de ces régimes peut être annulé par Décision du Directeur Général des Douanes quand il a été délivré sur base d'éléments inexacts ou incomplets ou révoqué lorsque les conditions d'octroi ne sont plus remplies ou si le titulaire ne se conforme pas aux obligations souscrites.

6-2. Une décision du Directeur Général des Douanes détermine les procédures simplifiées et les assistances administratives aux fins de facilitation des opérations d'exportations ainsi que les conditions d'éligibilité aux dites assistances et simplifications.

6-3. Il est procédé à une révision des quotités des Droits de Douane sur les

biens d'équipement et machinerie, y compris ceux inclus dans le Chapitre 84 du Tarif des Douanes et ceux inclus dans la définition au sein de la COMESA, les plafonnant à 5%.

6-4. Les biens et services exportés à l'étranger par les exportateurs sont exonérés de tous droits et taxes à l'exportation.

CHAPITRE VI
REGIME DE LA GESTION DU PERSONNEL

Article 7 : Législation sociale

Toute liberté est accordée à l'exportateur pour la gestion de son personnel sous réserve du respect du Code de Travail et du Code de prévoyance sociale ainsi que des dispositions particulières de la présente loi.

L'exportateur est responsable de la détermination du nombre de salariés expatriés spécialisés dont il a besoin.

La délivrance des visas d'entrée et de séjour, des visas professionnels des expatriés ainsi que les membres de leur famille légitime sont régies par les dispositions de la Loi n° 2007-036 du 14 janvier 2008 sur les investissements.

Tout exportateur est tenu de verser aux organismes concernés les cotisations sociales prévues par le Code du Travail et le Code de prévoyance sociale.

Un pourcentage de taxe de formation professionnelle à prélever sur la masse salariale du personnel et à verser à un organisme agréé à gestion paritaire selon la branche d'activité de l'exportateur sera fixé par voie réglementaire.

Aucune mesure discriminatoire concernant les taux ou barèmes des cotisations ne saurait être appliquée au personnel expatrié. Néanmoins, il peut sur sa demande en être exempté et ne plus bénéficier des droits et avantages découlant du versement de ces cotisations sur justification du versement effectif des cotisations dues à l'organisme étranger de sécurité sociale d'affiliation.

Dans la limite de cinq (05) heures par semaine et par travailleur, les exportateurs peuvent librement recourir aux heures supplémentaires sur simple déclaration déposée ou transmise auprès de l'Inspection du travail territorialement compétente. Au-delà des cinq premières heures supplémentaires et dans la limite du nombre maximum d'heures supplémentaires prévue par la réglementation du travail, l'autorisation de l'Inspection du travail est sauf, objection majeure d'ordre public, effectivement requise. L'absence de réponse de la part de l'Inspection du travail dans un délai de trois jours ouvrés vaut autorisation.

Les travaux de nuit, sous réserve du respect des dispositions réglementaires

définies par les textes portant application de la présente loi, sont autorisés pour toute entreprise exportatrice.

CHAPITRE VII
REGLEMENTS DES LITIGES

Article 8 : Règlement des litiges

Les différends entre investisseurs nationaux et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont soumis aux juridictions compétentes malgaches, à moins que les parties n'aient convenu ou ne conviennent de recourir à un autre mode de règlement des différends.

Les différends entre investisseurs étrangers et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont réglés conformément à une procédure juridictionnelle ou d'arbitrage découlant :

- des accords et traités relatifs à la protection des investissements conclus entre l'Etat malgache et l'Etat dont l'investisseur étranger concerné est ressortissant ou à défaut ;
- de la Convention internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ratifiée par la Loi n° 66-011 du 05 juillet 1966.

Toutefois, s'il est demandeur à la procédure, l'investisseur étranger peut, en lieu et place de la procédure d'arbitrage susvisée, librement choisir de soumettre aux juridictions compétentes malgaches le différend qui l'oppose à l'Etat.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9 :

9-1. Des textes réglementaires détermineront en cas de besoin les modalités d'application de la présente loi.

9-2. Les dispositions de la Loi n° 2007-037 du 14 janvier 2008 relatives aux Zones et Entreprises Franches à Madagascar demeurent applicables pour toutes nouvelles Zones et Entreprises Franches jusqu'à fin Décembre 2010 dès la promulgation de la présente loi.

Toutefois, les Zones et Entreprises Franches agréées avant ce délai, continuent de bénéficier des avantages déjà octroyés. Elles peuvent à tout moment demander, sous réserve d'avoir satisfait ou de satisfaire aux conditions fixées par la présente loi, d'intégrer ce nouveau régime. L'intégration annule et remplace le régime octroyé antérieurement sans

que celle-ci puisse aboutir à cumuler les avantages.

Article 10 :

10-1. Tout exportateur est tenu de respecter l'ordre public, les règles d'hygiène et de salubrité, de protéger l'environnement et, d'une manière générale, de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur le Territoire national.

10-2. Les collectivités locales prendront les mesures utiles pour faciliter le respect des obligations mentionnées à l'alinéa précédant en matière d'hygiène, de salubrité et de protection de l'environnement.

Article 11 :

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente Loi notamment l'Ordonnance n° 88-015 du 1er septembre 1988 ratifiée par la Loi n° 88-021 du 25 novembre 1988 relative à la politique d'exportation sont abrogées.

Article 12 :

La présente Loi est promulguée et publiée au Journal Officiel et communiquée partout où besoin est.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 17 décembre 2008

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Jacques SYLLA

LE PRESIDENT DU SENAT,

Yvan RANDRIASANDRATRINIONY

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LALANA LAHARANA faha-2008 - 033
eo amin'ny fanondranana entana mankany ivelany

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Repoblikan'i Madagasikara dia maniry ny hisarika ireo mpamatsy vola sy hanao ny sehatra tsy miankina ho milina fototry ny fampandrosoany. Miankina amin'ireo antontan-taratasy ho hatao tahaka izay ny fijery "Madagasikara Voajanahary" sy ny "Madagasikara Amperin'asa (MAP)", ny Governemanta dia mamaritra ho anisan'ny vaindohan-draharaha fototra ny fanohizana ny fitomboana mafy ny toekarena mifototra amin'ny fampiroboroboana ny sehatra tsy miankina sy hifaninanana.

Noho izany, ny Fanjakana dia manamora ny fehezan-dalàna ankapobeny momba ny hetra ao amin'ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana 2008, mamoaka ny lalàna momba ny fampiasam-bola sy hatao hifandrindra isan'andro ny lalàna momba ny Faritra sy Orinasa afak'haba eto Madagasikara mba hanome sehatra hitaomana ho an'ireo asa fampiasam-bola sy hampiroborobo indrindra ny fanondranana entana mankany ivelany. Amin'izany, ny Governemanta dia miantoka hitazona amin'ireo taona ho avy ny fomba fanatsorana sy fampihenana miandalana ny tahan'ny vesatra amin'ny lafiny hetra sy fadin-tseranana mba hampiroborobo ny fampiasam-bola, hampivoatra ny ny fitomboana ara-toekarena sy hampitombo ny vola miditra.

Ny traikefan'ny firenena sasany, indrindra indrindra ireo mitoetra ao amin'ny Atsimo Atsinana aziatika, dia manapoitra fa ny asa fanondranan' entana any ivelany dia mitarika ny fiatraikany tsara amin'ny fampiroboroboana ara-toekarena, fampitomboana ny asa sy fidiran'ny vola vahiny. Ny firenena dia mihevitra ny hanao fomba tsotra, ara-drariny sy mitarika amin'ny fampitomboana ho an'ireo asa ara-toekarena, indrindra ny asa fanondranana entana izay ny orinasa Fizahan-tany.

Ny tanjon'izao lalàna izao dia hamory ao anatin'ny lalàna fehizoro ireo fanapahana izay noraisina na horaisina mba hanatsarana ny tontolon'ny raharaha ho an'ny mpanondrana entana.

Ny tanjona dia ny hampifanaraka sy hampihetsika haingana ny filahatra ara-toekarena eto an-toerana mba hifanatona amin'ny sehatra ara-toekarena iraisam-pirenena indrindra ny fifaninanana.

Izao lalàna izao dia mitarika amin'ny fametrahana ireto fototra manaraka ireto :

- fanohanana amin'ny fampiroboroboana ireo fanondranana entana ;
- fanamorana ny fomba fanondranana ka anisan'izany ireo fomba famoahana entana ;
- fanamorana ny lalàna amin'ny lafiny fanaraha-maso ny takalo ;
- fampiharana ny fomba fanentanana amin'ny lafiny haba sy hetra.

Izany sy izany no antonanton'ity Lalàna ity.

Ny Lalàna dia misy toko valo (8) :

Toko I : Fepetra ankapobeny.
Toko II : Fampiroboroboana ireo mpanondrana entana.
Toko III : Satan'ireo fifanakalozana.
Toko IV : Fepetra arak'hetra.
Toko V : Fepetra ara-paditseranana.
Toko VI : Sata fitantanana ny mpiasa.
Toko VII : Fandaminana ireo fifanolanana.
Toko VIII : Fepetra samihafa.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2008-033
eo amin'ny fanondranana entana mankany ivelany

Nolanian'ny Antenimierandoholona sy ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-24 novambra 2008 sy faha-17 desambra 2008, izao Lalàna manaraka izao :

TOKO I
FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy 1 : Araka ity lalàna ity

1-1. Ny atao hoe fanondranana entana mankany ivelany dia ny famarotana any ivelany, na amin'ireo orinasan'ny satan'ny Faritra afak'haba ny fananana sy asa avy eto Madagasikara.

1-2. Heverina ho toy ny raharaha sahanina eo amin'ny fanondranana entana any ivelany :

- ny varotra momba ny entam-barotra any ivelany ;
- ny saikin'asa notanterahin'ny orinasa mipetraka eto Madagasikara any ivelany ;
- ny asa notanterahina eto Madagasikara sy ny varotra any ivelany.

1-3. Atao hoe mpanondrana entana, ireo olona hita vatana na fikambanana manao ny asa aman-draharaha amin'ny fanondranana entana araka ny voafaritra amin'izao antokony ambany izao.

1-4. Mahazo tombony koa amin'ireto fepetra amin'izao lalàna izao :

- ireo mpandraharaha manao ny varotra sy saikin'asa amin'ireo orinasa misy ny satan'ny faritra afak'haba ;
- ireo mpandraharaha manao ny fizahan-tany voatondro amin'ny andalana 1.5. sy voafaritra araka ny fehezan-dalànan'ny fizahan-tany izay manao ny saikin'asa ho an'ireo olona tsy mipetraka eto.

1-5. Heverina ho toy ny mpandraharaha mpizahatany mahazo tombontsoa amin'ny fepetran'ity lalàna ity, ireo trano fandraisam-bahiny voasokajy ho kintana roa sy mihoatra, "ecolodges", tany filasiana, masoivoho mpikarakara ny fitsangatsanganana mpandray, ireo manao asa fizahan-tany manokana ;

1-6. Ny atao hoe “tsy mitoetra eto” ireo olona hita vatana mipetraka any ivelany sy olona ara-tsaina Malagasy sy vahiny manana orinasa any ivelany. Ireo olona hita vatana afa-tsy ireo mpiasam-panjakana Malagasy manana andraikitra any ivelany dia mahazo ny kalitaon'ny tsy monina eo an-toerana raha vao manondro fonenana any ivelany.

TOKO II
FAMPIROBOROBOANA NY FANONDRANANA ENTANA

Andininy 2 : Fanohanana amin'ny fampiroboroboana ny fanondranana entana.

Mba hiantohana ny fananganana sy ny fikojakojana ny tontolo manodidina mety amin'ireo mpanondrana entana eto Madagasikara sy fampandehanana tanteraka ny fepetra raisina amin'ity lalàna ity, dia aorina ny fandaharan'asa hatomboky ny Fanjakana mba hanohanana ny fampiroboroboana ny fanondranana entana mba ho ara-penitra, mba hitovian'ny vokatra.

Ao anatin'io fandaharan'asa io no ampidirana ireto asa manaraka ireto :

- fampandrosoana ny tsena any ivelany ;
- fampandrosoana ny fahaiza-manao eto an-toerana ;
- fametrahana eo am-pelatanana ny antontan'isa eo amin'ny mpandraharaha misahana ny fanondranana entana araka ny filàna ;
- fampiroboroboana ny feni-pirenena ny kalitao eo amin'ny vokatra eto an-toerana ;
- fanatsarana ny fotodrafitr'asa ;
- fanohanana amin'ny fandrafetana ny fanohizana ny famokarana ;
- fanohanana amin'ny fampielezana ny vaovao.

Ny asa aman-draharaha dia mety hotanterahin'ny iray na maro ny ratsa-mangaikam-bahoaka na tsy miankina misy na hatsangana izay hofaritan'ny didim-panjakana.

Andininy 3 : Fanohanana amin'ny fanamorana ny fombafomba arahina amin'ny fanondranana entana. Ny EDBM dia miandraikitra ny fanamorana sy ny fanamaivanana ny fandehanan'ny raharaham-panjakana sy manafohy ny fe-potoan'ny fikirakirana ny antontan-taratasy ilaina amin'ny asa fanondranana entana.

TOKO III
SATAN'NY FIFANAKALOZANA

Andininy 4 : Fisamborana Volan'ny tany hafa-Kaontin'ny banky-Famindrana

4-1. Ny fanokafana ny kaonty banky amin'ny volam-pirenena sy amin'ny volan'ny tany hafa eo amin'ny banky eto an-toerana dia malalaka ho an'ireo mpanondrana entana sy ny banky fametraham-bola izay misahana amin'ny fotoana rehetra ny fahafahana amin'ny mpanjifa ireo vola any ivelany amin'ny farany izay

nametrahana azy.

4-2. Ny fanokafana ny kaonty banky any ivelany eo amin'ny asa aman-draharaha mifandray amin'ny asa aman-draharaha fanondranana entana rehetra afa-tsy ireo manatontosa ny famarotana entana sy ny saikin'asa amin'ireo orinasa manao ny fanondranana entana. Na dia izany aza dia napetraka hankatoavina eo amin'ny fanambaran'ny Minisitera miandraikitra ny Tetibola sy ny Banky Foiben'ny Madagasikara. Ny fombafomba fampandehanana kaonty dia voafetran'ny fitsipi-dalàna.

4-3. Ny mpanondrana entana rehetra dia afaka mifampiraharaha amin'ny findramana vola vahiny any ivelany, ary tompon'andraikitra tanteraka izy amin'ireo famatsiam-bola amin'ny fampiasam-bola vahiny eto Madagasikara. Manao fanambaràna amin'ny Banky Foibe eto Madagasikara izy amin'ny alalan'ny bankin'ny mpanondrana entana.

Ny fandoavana tsikelikely sy ny vesatra ara-bola mikasika ny findramana dia manomboka eo amin'ny fidiram-bola amin'ny vola vahiny.

4-4. Ny mpanondrana entana dia tompon'andraikitra amin'ny famerenana ireo fidiram-bolany amin'ny fanondranana araka ny rijan-teny eo amin'ny fitsi-dàlana manan-kery.

4-5. Ireo asa aman-draharaha momba ny fankalozana dia atao eo ambanin'ny fitsipi-dalàna manan-kery.

4-6. Raha toa misy ny fitsaharan'ny asa eo ambany fepetran'ny fitsipika manontolo ny trosa nifanarahana izay tafiditra ao koa ny hetra, eto amin'ny firenena, ireo fampiraharahana amin'ny renim-bola sy fanaovana raharaham-bola manaraka dia malalaka fa tsy maintsy ankatoavina amin'ny fanambaràna eo amin'ny Minisitera miandraikitra ny Tetibola : fitsaharan'ny asa, ny anjara sosialy, ny vola entina mivarotra na nampiasaina, ny anjara eo amin'ny fanome amin'ny fanilihana, ireo tambiny amin'ny fandroahana amin'ny tany ho an'ireo mpampiasa vola vahiny.

TOKO IV
FEPETRA MIKASIKA NY HETRA

<u>Andininy 5</u> : Mikasika ny hetra ho an'ireo mpanondrana entana.

Ny raharaha fanondranana entana dia fehezin'ireo fepetran'ny fehezan-dalàna ankapoben'ny hetra.

Mifanaraka amin'ireo fepetra :

5-1. Hetra amin'ireo vola miditra isan-taona (IR)
- 5.1.1 Ny mpanondrana entana dia iharan'ny hetra farafahakeliny ;
- 5.1.2 Ny mpanondrana entana dia mahazo ny tombontsoany amin'ny fomba fandoavana ny renivola tsikeliklely momba ireo entana fampitaovana ankoatra ny trano fonenana, ny toeram-piasana sy ny toerana ampiasana

ho fanaovana asa ;

5.1.3 Ny fandaniana amin'ny fampiasam-bola mikasika ny fiofanana araka asa dia esorina amin'ny hetra alaina isan-taona ;

5.1.4 Ny tahan'ny hetra alaina amin'ny vola miditra amin'ireo mpikarama dia tokony tsy hihoatra ny dimy amby roapolo isan-jato (25%) isarihana hetra.

5-2. Hetra alaina amin'ny entana efa namboarina (TVA)

Ny fanondranana ireo entana aman-draharaha an'ireo mpanondrana entana ankoatra ireo voalaza eo amin'ny teboka 1.4 dia iharan'ny TVA amin'ny taha aotra isan-jato (0%) ary mahazo fampihenana sy famerenan-trosa TVA.

Ny mpanondrana entana ankoatra ireo voalaza amin'ny andininy 1.4 dia mahazo alàlana mangataka famerenan-trosa TVA izay avy amin'ny fihoaran'ny TVA azo esorina tamin'ny TVA voaangona. io trosa TVA io dia haverin'ny Fanjakana araka ny fangatahana tsotra napetraka miaraka amin'ny filazalazana ny TVA mampiseho io trosa voalaza io.

Ny fameranam-trosa ny TVA dia tsy maintsy tanterahina ao anatin'ny telopolo (30) andro amin'ny vaninandro nandraisana ny fangatahana izay tsy maintsy nofenoin'ny foibem-pitondrana ankapoben'ny hetra.

Ny mpanondrana entana ankoatra ireo voalaza ao amin'ny andininy 1.4 dia mahazo tombontsoa tamin'ny sisa tsy voaloa araka ny fifanarahana izay noferan'ny didy fanapahana nataon'ny Minisitra miandraikitra ny fitsipi-dalàna momba ny hetra.

TOKO V
FEPETRA MIKASIKA NY FADITSERANANA

<u>Andininy 6</u> : Ny amin'ny faditseranana

6-1. Ny mpanondrana entana dia manana tombontsoa araka ny fehezan-dalàna mifehy ny faditseranana, ny sata mifehy ny seranana manaraka ireto :

- ny fampidirana vonjimaika ;
- ny fandrosoana haingana.

Ny tombontsoa amin'ireo sata dia azo foanana araka ny didy fanapahana ataon'ny Tale Jeneralin'ny Faditseranana raha toa ka nomena singa diso no niaingana na tsy ampy na noroahina raha toa ny fepetra noraisina tsy mahafeno intsony na raha toa ny tompony tsy manaraka ireo fepetra voasoratra.

6-2. Didy fanapahana avy amin'ny Tale Jeneralin'ny Faditseranana no mamaritra ny paik'ady notsorina sy ny fanampiana ara-panjakana mba hanamorana ny raharaha fanondranana entana ary koa ny fepetra fanekena amin'ireo fanampiana sy ny fanamorana.

6-3. Anaovana fandinihana indray ny anjaran'ireo lalàna mifehy ny faditseranana mikasika ny entana fampitaovana sy milina, ao anatin'izany ireo izay ao anatin'ny toko fahaefatra amby valopolo (84) -n'ny Faditseranana sy izay ao anatin'ny

famaritana eo anivon'ny COMESA, ny fara-tampony dimy isan-jato (5%).

6-4. Ny entana aman-draharaha aondrana any ivelany ataon'ny mpanondrana entana dia afahana amin'ny haba sy hetra amin'ny fanondranana.

TOKO VI
NY AMIN'NY SATA FITANTANANA NY MPIASA

Andininy 7 : Lalàna sosialy

Ny fahafahana rehetra dia omena ny mpanondrana entana hitantana ny mpiasany mba ho fanajana ny fehezan-dalàna momba ny asa sy ny fiahiana ara-tsosialy ary koa ireo fepetra manokan'ity lalàna ity.

Ny mpanondrana entana dia tompon'andraikitra amin'ny famerana ny isan'ny mpikarama vahiny manam-pahaizana izay ilaina.

Ny fanomezana taratasy fahazoan-dàlana hiditra sy hivahiny, ny fahazoan-dàlana hiasa ho an'ireo mpikarama vahiny ary koa ny fianakaviany, ny vady aman-janany dia fehezin'ny fepetran'ny Lalàna laharana faha-2007-036 tamin'ny 14 janoary 2008 mikasika ny fampiasam-bola.

Ny mpanondrana entana rehetra dia tsy maintsy mandrotsaka ho an'ny rantsa-mangaika voakasika ny latsakemboka sosialy voatondron'ny fehezan-dalàna momba ny asa sy ny fehezan-dalàna momba ny fitsimbinana ara-tsosialy.

Ny ampahan'ny hetra tamin'ny fiofanana arak'asa izay alaina amin'ny fitambaran'ny karaman'ny mpiasa sy arotsaka ho an'ny rantsa-mangaika nankatoavana amin'ny fitantanana iombonana araka ny sampan'asan'ny mpanondrana dia hofehezin'ny fitsipika aman-dalàna.

Tsy misy fepetra fanakavahana momba ny taha na fameram-bidy ny latsakemboka azo ampiharina ho an'ny mpikarama vahiny. Na izany aza anefa, dia mahazo mangataka ny tsy iharan'izany ka tsy hizaka intsony ny tombontsoa ateraky ny fandoavana ireo latsakemboka ireo miaraka amin'ny fanamarinana ny fandrotsahana latsakemboka vita ho an'ny rantsa-mangaika vahiny ho fitsinjovana ny ara-tsosialy ny fianakaviana.

Na dia voafaritra adin'ny dimy (5) ora isan-kerinandro sy isaky ny mpiasa, ny mpanondrana entana dia afaka miasa malalaka ivelan'ny ora fiasana anaovana fanambarana tsotra apetraka na alefa any amin'ny mpanao fisafoana ny asa mahefa eo amin'ny firenena. Ankoatra ireo adin'ny dimy ora voalohany ivelan'ny ora fiasàna sy ireo ao ana tin'ny ora antonony iasàna ivelan'ny ora fiasàna voalazan'ny fehezan-dalàna momba ny asa dia, afa-tsy raha misy fanoherana lehibe amin'ny fandaminam-bahoaka izay ilaina tokoa. Ny tsy fahatongavan'ny valiny avy amin'ny mpanao fisafoana ny asa ao anatin'ny fe-potoana telo (3) andro fiasàna dia midika fanekena.

Ny fiasana amin'ny alina, raha toa ka manaja ny fepetran'ireo fitsipi-dalàna nofaritan'ny rijan-teny ho fampiharana ity lalàna ity, dia omen-dàlana hanao izany ny mpanondrana entana rehetra.

TOKO VII
FANDAMINANA NY FIFANOLANANA

Andininy 8 : Fandaminana ny fifanolanana

Ny fifanolanana misy eo amin'ireo mpamiasa vola teratany sy nyFanjakana momba ny fandikana na ny fampiharana ity lalàna ity dia entina eo amin'ny fitsarana mahefa malagasy, raha toa ka mifanaraka ny andaniny roa tonta na koa mifanaraka ny hitondrana ny fifanolanana amin'ny fomba hafa ny famahana azy.

Ny fifanolanana misy eo amin'ireo mpampiasa vola vahiny sy ny Fanjakana momba ny fandikana na amin'ny fampiharana ity lalàna ity, dia vahàna mifanaraka amin'ny fombafomba ara-pitsarana na fanelanelanana mifandraika aminy :

- ny fifanarahana sy fifanekena momba ny fiarovana ny fampiasam-bola vita teo amin'ny Fanjakana malagasy sy ny Fanjakana izay ny mpampiasa vola vahiny voakasika dia mpikambana na raha tsy izany ;

- ny amin'ny fifanarahana iraisam-pirenena momba ny famahana ny fifanolanana mikasika amin'ireo fampiasam-bola eo amin'ny Fanjakana sy ireo mpikambana hafa firenena nankatoavin'ny Lalàna faha-66-011 tamin'ny 05 jolay 1966.

Na izany aza, raha toa ka mangataka ny hitondrana ny raharaha eo amin'ny fitsarana izy, ny mpampiasa vola vahiny dia afaka misafidy malalaka izay hametrahany ny fitoriana izay mampifanolana azy amin'ny Fanjakana eo amin'ny fitsarana mahefa Malagasy.

TOKO VIII
FEPETRA SAMIHAFA

Andininy 9 :

9-1. Rijan-tenin-dalàna no mamaritra raha toa ka ilaina ny fombafomba fampiharana ity Lalàna ity.

9-2. Ny fepetra amin'ny Lalàna laharana faha-2007-037 tamin'ny 14 janoary 2008 momba ireo faritra sy orinasa afak'haba eto Madagasikara dia mitoetra ampiharina amin'ireo faritra vaovao rehetra sy orinasa afak'haba hatramin'ny faran'ny volana desambra 2010 raha vao hampanankery ity Lalàna ity.

Na dia izany anefa, ny Faritra sy orinasa afak'haba nankatoavana alohan'ny hampanankery an'ity lalàna ity dia mitohy foana ny fahazoany ny tombontsoa efa nomena azy. Afaka mangataka amin'ny fotoana rehetra noho ny fahafaham-po na manome fahafaham-po amin'ireo fepetra nofaritan'ity lalàna ity, ampiditra io sata vaovao io. Ny fidirana dia manafoana sy manolo ny sata nomena teo aloha raha toa ka tsy afaka mahatratra ny fanakambanana ny tombontsoa.

Andininy 10 :

10-1 Ny mpanondrana entana rehetra dia tsy maintsy manaja ny filaminam-bahoaka,

ny fitsipiky ny fahadiovana sy ny fahasalamana miaro ny tontolo manodidina sy ny amin'ny ankapobe, mba hifanaraka amin'ireo lalàna sy fitsipika manankery eto amin'ny tanim-pirenena ;

10-2 Ny vondrom-bahoaka eto an-toerana dia tokony handray ny fepetra ilaina mba hanamora ny fifanajana ny andraikitra voalaza eo amin'ny andalana teo aloha mikasika ny fahadiovana, fahasalamana sy ny fiarovana ny tontolo manodidina.

Andininy 11 : Foana ny fepetra rehetra mifanohitra amin'ity Lalàna ity fa indrindra ny Hitsivolana laharana faha-88-015 tamin'ny voalohan'ny volana septambra 1988 nankatoavin'ny Lalàna faha-88-021 tamin'ny 25 novambra 1988 mikasika ny politikan'ny fanondranan'entana mankany ivelany.

Andininy 12 : Ity Lalàna ity dia avoaka hanan-kery sy havoaka ao amin'ny Gazetim-panjakana sy hampahafantarina na aiza na aiza.

Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha-17 desambra 2008

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

Jacques SYLLA

NY ANTENIMIERANDOHOLONA,

Yvan RANDRIANASANDRITRINIONY